



**Monsieur Pierre POUËSSEL**  
**Préfet de l'Hérault**  
**34 place Martyrs de la Résistance**  
**34000 Montpellier**

**Nos réfs:** J.D/M - CSPM / L.F

**Téléphone :** 04-67-21-79-76

**Courriel :** pmvias@wanadoo.fr  
s.verdier@ville-vias.fr

**Objet:**

*Expérimentation des caméras-piétons par les policiers municipaux.*

**Pièce-jointe :**

*Rapport d'évaluation de l'impact des caméras individuelles sur le déroulement des interventions par la police municipale.*

VIAS, le 29 mai 2018

Monsieur le Préfet,

Je fais suite à votre courrier en date du 23 mai, réceptionné en mon cabinet de l'Hôtel de ville le 29 avril 2018.

Aux termes de votre correspondance, vous me demandez de vous fournir conformément à l'article 14 de l'arrêté préfectoral n° PM-CAM-2017009 en date du 02 juin 2017 un rapport sur l'emploi des caméras-piétons.

Je vous prie de trouver, ci-joint, le rapport d'évaluation de l'impact des caméras individuelles sur le déroulement des interventions établi par mon service de police municipale.

Je reste à votre disposition si vous le souhaitez.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de ma parfaite et dévouée considération.



**Maître Jordan DARTIER**  
**Maire de VIAS**

**RAPPORT D'EVALUATION DE**  
**L'IMPACT DES CAMERAS**  
**INDIVIDUELLES SUR LE**  
**DEROULEMENT DES**  
**INTERVENTIONS PAR**  
**LA POLICE MUNICIPALE**







**MAIRIE DE VIAS**  
**Direction de la Police Municipale**

**Le 29 mai 2018**

Le Chef de Service Principal de 1<sup>ère</sup> classe  
De Police Municipale  
Laurent FERRANDIS

A

Maître Jordan DARTIER  
Maie de VIAS

Par Arrêté Préfectoral n° PM-CAM-20170009 en date du 02 juin 2017, la commune de VIAS a été autorisé à équiper à titre expérimental jusqu'au 03 juin 2018 les Policiers municipaux de caméras individuelles et à procéder aux enregistrements audiovisuels de leurs interventions, conformément au décret n° 2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'usage des caméras individuelles par les agents de police municipale dans le cadre de leurs interventions.

La commune a mis en œuvre cet équipement composé de trois caméras auprès du service de la police municipale, avec pour finalités, que les agents de la police municipale puissent expérimenter ce dispositif pour sécuriser leurs missions et interventions, menées en coordination avec les services de la Gendarmerie Nationale de Marcellan.

L'objectif de cette expérimentation, au-delà de prévenir les incidents aux cours des interventions des agents de la police municipale, est de constater les infractions afin de collecter les preuves pouvant permettre d'engager les poursuites de leurs auteurs dans le cadre d'une procédure judiciaire. De plus, cet équipement peut être utilisé dans un cadre pédagogique de formation auprès des agents puisque c'est explicitement prévu par les textes.

Sur la période expérimentale, l'ensemble des agents de la police municipale composant l'unité et participants aux missions de surveillance extérieures ont été équipés de cet équipement. A chaque départ en patrouille, un agent composant l'équipage était porteur d'une caméra individuelle fixé de manière visible au niveau de la poitrine.

La caméra individuelle équipant cet agent, reste au départ en veille jusqu'à ce que l'agent appuie lui-même sur la commande de marche en prévenant le mis en cause quand il estime que l'intervention devient conflictuelle tant sur la voie publique que dans les lieux privés où il intervient. Les mis en cause sont donc filmés qu'en cas de nécessité.

Le fonctionnement de la caméra enregistre 30 secondes avant le déclenchement, dispositif qui permet de connaître le contexte de l'intervention et l'action des agents qui sont régulièrement contestée ou dénaturée, car les citoyens n'hésitent pas à filmer les forces de l'ordre dans leurs interventions et à diffuser ces vidéos sur les réseaux sociaux.



L'enregistrement audio-visuel, capté, par nos caméras, fixe donc la scène et on ne peut plus intervenir dessus. Il n'y a pas de montage possible, ni de suppression, l'enregistrement est inviolable.

Le logiciel sur lequel cet enregistrement est transféré au retour de la patrouille permet, grâce au GPS, de savoir par qui, où et quand il a été effectué.

Le retour d'expérience des agents de la police municipale équipés de cet équipement, les a convaincus du bien-fondé de ce dispositif et nous démontre une certaine efficacité dans le cadre interventionnel, puisqu'à ce jour, aucune procédure judiciaire n'a été engagée rendant l'action de nos policiers sur la voie publique plus confortable.

Il est à noter que dès que l'agent annonce qu'il va procéder au déclenchement de la caméra aux éventuels mis en cause et qu'ils réalisent ainsi qu'ils sont où qu'ils vont être filmés, cela fait baisser les tensions, le ton change et la politesse revient.

Nous avons également utilisé ces caméras dans un cadre pédagogique, lors de nos séances de formations internes, ce qui nous a permis de nous corriger tant sur des attitudes et positionnements que nous devons adopter sur la voie publique.

En conséquence, cet équipement apporte une plus-value indéniable dans le cadre interventionnel et dote les policiers municipaux d'un moyen de preuve et de protection supplémentaire dans l'exercice de leurs missions.

Le Chef de Service  
Laurent FERRANDIS

